

# FONCTIONNEMENT :

## Quelques principes généraux et quelques propositions locales

*Ce débat sur le fonctionnement n'est pas si simple qu'il pourrait en avoir l'air.*

*D'autant plus que la notion d'organisation et de parti sont souvent contestées et mises à mal. L'assimilation « organisation » et « embrigadement », « parti » et « bureaucratie » s'appuie évidemment sur l'image repoussoir que constituent les partis et appareils existants, représentés par le Parti Socialiste ou le Parti Communiste. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes de gauche croient du coup voir l'origine du « mal » dans la forme « parti » elle-même.*

*Cela dit, la nécessité de s'organiser est le « b-a-ba » de l'action collective et démocratique. C'est vrai pour le syndicalisme, c'est vrai pour la politique.*

*Tout comme le débat sur notre structuration, celui portant sur notre fonctionnement devra aboutir à ce qu'on évite les deux mêmes écueils : la déformation sociale-démocrate et la caricature stalinienne.*

Nous devons essayer ensemble de construire un parti le plus large possible, qui soit le plus démocratique possible tout en ayant une force de frappe la plus efficace possible. Un parti qui aide les opprimés-es à résister et à lutter chaque jour et qui ait comme perspective d'en finir avec ce système inique une bonne fois pour toute.

Vieux débat, donc, parasité par plus de 100 ans du mouvement ouvrier et des dérives bureaucratiques de ses principales organisations (syndicales et politiques).

En effet, si la lutte des classes entre travailleurs-euses et capitalistes est une conséquence inévitable de la division de la société capitaliste en classes aux intérêts opposés, si des formes diverses d'organisations ouvrières sont des conséquences inévitables de cette lutte de classes au sein du régime capitaliste, l'apparition d'une « conscience de classe socialiste », d'une conscience claire de la nécessité de pousser la lutte jusqu'au renversement du régime capitaliste et à la construction d'une société sans classe ni oppression n'est pas un résultat inéluctable, fatal et automatique de la lutte des classes.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier en témoigne.

Plus de cent ans de cette histoire confirme ce postulat, posé par... Lénine en 1902 (je sais, il ne fait certainement pas l'unanimité parmi nous, mais on a les références qu'on peut...).

Dans tous les pays, la très grande majorité des organisations ouvrières sont restées prisonnières d'idées politiques bourgeoises et enfermées dans l'horizon de la société capitaliste.

Ceci met donc en lumière la nécessité de construire une organisation qui permet à ceux qui vont la composer, la faire vivre, d'acquérir une « contre éducation » politique, d'accumuler les expériences des luttes diverses partielles et leurs enseignements, afin de se forger cette référence permanente, cette « boussole » que doit être cette nécessaire rupture avec le capitalisme.

Soyons clairs : il ne s'agit pas de substituer aux grandes explosions de colère de la masse des travailleurs un appareil, une organisation qui aurait tout prévu, tout préparé, et qui le jour « J » organiserait tout et déciderait de tout dans les moindres détails.

Nous savons tous que ces mobilisations, ces explosions ne peuvent partir à un horaire préétabli et suivre un calendrier fixé à l'avance. Mais s'il est tout à fait sain, correct, juste, d'être confiants dans les capacités spontanées des travailleurs à entrer dans des luttes d'envergure, il est tout autant indispensable et responsable de construire un outil qui aide à faire germer cette colère, puisse la féconder lorsqu'elle éclate et être utile afin qu'elle ne finisse pas dans le mur, dans une impasse ou une quelconque « déviation » dans laquelle nombre de ses « faux-amis » ne manqueront pas de vouloir l'amener.

La spontanéité des masses ne peut suffire à renverser l'état bourgeois et l'économie capitaliste. Cette spontanéité explosive peut très bien vite retomber ou aller dans une mauvaise direction s'il n'existe pas en son sein une force suffisamment influente pour fixer des objectifs clairs, qui poseront la question du pouvoir.

Cette spontanéité, inorganisée, part avec un net désavantage, puisque face à nous, nous avons affaire à un « ennemi » (bourgeoisie/patronat) supérieurement organisé et centralisé, nationalement et internationalement (Etats, Partis).

L'action collective, le mouvement, le changement ne commencent qu'avec une forme organisée et ne vivent qu'avec des règles démocratiques. La démocratie s'organise minutieusement. Elle ne s'use que si on ne s'en sert pas. Elle ne se marchande pas, nous ne pouvons la critiquer comme étant formelle : il faut organiser le droit de tous les

militants d'un parti d'être associés aux décisions et de pouvoir juger et critiquer. C'est une question de principes, de vie et de mort.

Le parti à construire n'est donc pas un but en soi, c'est un outil au service des travailleurs, qui doit leur permettre d'en finir avec l'exploitation capitaliste : c'est pourquoi les règles de fonctionnement qu'il se fixe collectivement, les rapports qu'il entretient avec la masse des travailleurs, en favorisant ses propres formes d'organisation, contrôlées démocratiquement (« l'auto-organisation ») sont autant de garanties que le processus ira à son terme, que la société nouvelle qui en sortira sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

La remise en cause de la forme « parti », comme dépassée et archaïque, revêt bien des dangers sous prétexte de faire du neuf, du « moderne ». Plus notre organisation et notre fonctionnement seront « informels », plus la démocratie laissera à désirer : Quelles bases d'adhésion ? Qui décide, de quel droit, sur la base de quels débats ? N'est ce pas là un des plus sûrs risques de bureaucratisation où, faute de règles démocratiques, un groupe ou un individu peut se substituer à la base au nom d'une soi-disant efficacité ?

Risquons un parallèle un peu osé : le Code du Travail. Le patronat est partisan d'une « simplification », d'une modernisation, d'une réglementation plus souple et moins tatillonne. En fait de souplesse, il veut pouvoir faire ce qu'il a envie, sans contrainte. Pour la démocratie, il en est un peu de même : moins il y a de règles, au nom de la souplesse, de la « non rigidité », moins ces règles sont contraignantes, plus la démocratie en fait les frais et plus il est possible de faire ce qu'on veut y compris « prendre » le pouvoir dans une organisation.

Souplesse et convivialité n'ont jamais fait office de démocratie dans un groupe, dans un collectif, à plus forte raison dans un parti politique.

Concrètement, cela veut dire qu'à l'heure du NPA, nous devons nous doter d'une organisation suffisamment centralisée pour être efficace, et avec des règles de fonctionnement démocratiques les plus poussées.

## **1. Un parti de militants.**

D'une part parce qu'il importe que les débats et la discussion aient un enjeu et qu'ils aboutissent à des décisions qui engagent chacun et chacune. C'est un principe élémentaire de responsabilité. Sinon, nous ne serons qu'un simple club de discussion, certainement passionnant et intéressant, mais là n'est pas la fonction d'un parti.

Ce parti de militants responsables est une des conditions de la démocratie que nous voulons. Dans un parti « d'inscrits » ou « d'adhérents », ces derniers sont passifs, ne possèdent pas le minimum de connaissances et d'expériences, le minimum de formation pour réellement participer et maîtriser les débats. Cela a pour conséquence, d'une part, que ces adhérents ne sont pas motivés pour donner leur avis et participer aux discussions (et ne seront présents que les jours de vote) et, d'autre part, ils constituent de fait une « masse de manœuvre » idéale entre les mains des bureaucrates et des carriéristes, qui peuvent les manipuler comme bon leur semble. L'inverse de la démocratie donc, ou, du moins, l'expression d'une démocratie passive, consultative, souvent plébiscitaire, mais certainement pas celle que nous souhaitons.

La formation (à travers les débats mais aussi des stages spécifiques ou tout notre temps peut être consacré à la réflexion) sera donc un élément déterminant pour que chacun, chacune puisse maîtriser les débats et décider en connaissance de cause des orientations de notre futur parti.

Avoir un parti de militants n'est pas forcément synonyme de rythme de militantisme endiablé et épuisant qui à terme peut casser la motivation de tout un chacun, militantisme qui est souvent d'ailleurs confondu avec l'activisme. Chacun doit pouvoir militer à son rythme, contribuer à la vie de notre organisation commune selon ses capacités et ses disponibilités.. L'important, encore une fois, est que chacun et chacune se sente engagé par les décisions prises.

## **2. Un parti « centralisé ».**

L'efficacité dans l'action nécessite que les principales décisions prises soient appliquées par tous. Faire ensemble ce qu'on a décidé est une condition indispensable pour ensuite, tirer les bilans des conséquences concrètes de ces décisions. C'est la seule manière pour vérifier la justesse ou non d'une orientation et pour corriger le « tir » si cela s'avère nécessaire. Comment tirer collectivement un bilan d'orientations que l'on n'aura pas appliquées collectivement ?

Si seulement les deux tiers de l'organisation, la moitié, appliquent les décisions, qui sera responsable des échecs s'il y a lieu ? Ceux qui auraient appliqué une mauvaise orientation ou ceux qui ne l'ont pas appliqué ?

De plus, nous le savons tous, la politique (comme la lutte des classes en général) est une question de rapports de force et qu'il faut savoir peser de toutes ses forces pour faire avancer les choses, d'autant que la bataille se livre à armes inégales. Il ne s'agit pas là d'instaurer une discipline sans faille, quasi militaire, mais de bien comprendre que

cette centralisation est vitale pour l'action, et donc en dernier lieu, vitale pour l'intérêt des travailleurs dans leur ensemble, pas seulement pour le « parti ».

Nous devons donc défendre, à quelques nuances près, de Marseille à Lille en passant par Tours, les mêmes orientations, décidées démocratiquement.

### **3. Un parti démocratique.**

C'est la condition « sine qua non » pour un parti centralisé. Le centralisme dont nous avons besoin n'est possible, n'est viable qu'à la condition que la plus grande transparence et la plus grande démocratie président aux prises de décisions. Les débats doivent être les plus libres et les informations accessibles à tous et toutes. Les moyens modernes, notamment « internet », doivent nous faciliter la tâche. Ces échanges doivent être verticaux et horizontaux, afin d'être un obstacle à ce qui pourrait constituer une source de bureaucratisation, de prise de pouvoir par une minorité dans le parti, à savoir le monopole des informations.

Nous ne pouvons fonctionner systématiquement au consensus, car ce dernier est souvent synonyme de paralysie, chacun ayant de fait un droit de veto. A titre d'exemple, nous en avons un récent : la tenue d'une réunion publique à Tours. Krivine ou pas Krivine ? Qui décide ? Pas de consensus possible, donc pas d'initiative. Dommage.

La preuve du pudding, c'est quand on le mange...

Donc lorsqu'il n'y a pas consensus, les décisions doivent se prendre à la majorité, après débat et vote. A chaque militant-e, une voix, pour toutes les décisions à prendre (dans les comités de base, au comité de liaison départemental, et ensuite au niveau national).

Dans les débats que nous aurons, il y aura des divergences, c'est en tout cas souhaitable. Aucun de nous rêve d'un parti monolithique. Ces divergences doivent pouvoir s'exprimer individuellement bien sûr mais surtout s'organiser, collectivement si cela s'avère nécessaire. Notre futur parti devra donc donner toutes les garanties de pouvoir constituer des tendances, que celles-ci aient les moyens de fonctionner, et même le droit de s'exprimer publiquement. D'ailleurs, à terme, les instances nationales de notre parti (j'ignore quel nom nous leur donnerons) devraient être élues dans des congrès sur la base des grandes tendances qui se seront constituées, à la stricte proportionnelle.

Les camarades élus, ou que ce soit, par quelque structure que ce soit, doivent rendre des comptes à ceux qui les ont élus. La délégation est inévitable, avec une structure pyramidale de l'organisation (des nombreux comités de base vers une « direction » nationale en haut de la pyramide). Il faut que les camarades porteurs de ces délégations, de ces « mandats » soient donc contrôlables par la base et révocables si cette dernière estime qu'ils n'ont pas respecté ce pourquoi ils ont été élus. C'est aussi un principe démocratique, qui est d'ailleurs applicable seulement si la décision collective est contraignante pour le mandataire, et donc qu'il y ait centralisation.

### **4. Quel fonctionnement local ?**

Nous devons essayer de nous organiser localement le plus démocratiquement possible et que les principes énoncés plus haut puissent s'appliquer. Dans chaque comité de base, nous devons nous efforcer de prendre nos décisions au consensus, et en cas de désaccord insurmontable, seul le vote peut trancher. Chaque comité est responsable, maîtrise totalement sa propre intervention (qui doit le plus possible bien sûr s'inscrire dans les orientations générales décidées lors des congrès locaux ou nationaux) ainsi que ses rythmes de réunion.

Nous devons mettre en place une coordination de ces comités au niveau départemental, au moins au niveau de l'agglomération de Tours dans un premier temps. Cette coordination doit avoir un rôle d'animation, mais aussi, inévitablement de direction. Par pour le plaisir de diriger, mais tout simplement parce qu'il y aura des décisions à prendre pour le fonctionnement quotidien et l'intervention engageant l'ensemble des comités. Je pense donc souhaitable que ce comité de liaison soit composé d'un-e ou plusieurs-es camarades de chaque comité, que ces camarades soient élus-es par leur comité respectif, notamment en prenant en compte leurs capacités et leurs disponibilités. La dimension féministe doit être sérieusement prise en compte et nous devons tout faire pour favoriser et faciliter la participation de camarades femmes à cette structure (comme pour les autres d'ailleurs). La répartition des tâches qui découlera des décisions prises devra être maîtrisée. Soit nous mettons en place un « secrétariat » qui aura pour charge cette prise en charge de tâches et qui alors devra se réunir chaque semaine, la coordination se réunissant elle tous les 15 jours, soit la coordination se réunit de façon hebdomadaire et gère elle-même la prise en charge de ces tâches, en désignant à chaque fois les camarades responsables.

Je pense nécessaire également de mettre en place une commission syndicale, qui permette le débat et les échanges entre militants appartenant à des syndicats différents et de confronter nos expériences respectives. Dans certaines situations, nous pourrions prendre des décisions permettant un angle d'attaque commun, dans nos

syndicats respectifs, par rapport à tel ou tel événement, notamment lors de grandes luttes concernant l'ensemble des travailleurs.

Je pense que d'autres commissions pourraient exister, notamment une commission « femmes » et une commission « écologie ». J'écris délibérément commission « femmes », car je ne suis pas pour que cette commission soit mixte, ou plus exactement, je suis pour que ce soit les camarades femmes qui composeront cette commission qui décident elles mêmes, de la mixité au non de leur réunion, au coup par coup.

Voilà donc une contribution au débat qui bien sûr ne se veut pas exhaustive et qui ne fait donc pas le tour de toute la question.

Claude Darde  
Comité Santé  
Le 28 mai 2008